

Pour la reconstruction de la IV Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE . PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX: 0.30 F

MERCREDI 14 MAI 1975

EDITORIAL

OM et TOM LES. OPPOSITIONNELS RESPECTUEUX !

La Nouvelle-Calédonie va-t-elle changer de statut politique ? Ce territoire est actuellement un TOM; mais la plupart des partis réclament un statut d'autonomie interme semblable à ce qui est réclamé aux Antilles par les Partis Communistes.

Mais à peine apprenait-on que le député Pidjot allait déposer un projet de changement de statut, que le ministre des DOM et TOM Stirn faisait savoir qu'il n'est pas question d'accorder l'autonomie interne à la Nouvelle-Calédonie. Encore une fois, à la revendication somme toute modérée des politiciens de Nouvelle-Calédonie et aux aspirations anticolonialistes des néo-calédoniens le gouvernement répond par de vagues déclarations et le refus de prendre en considération ces revendications.

C'est ainsi que le même Stirn déclare que 'le dialogue est engagé pour la révision du statut". Le gouvernement propose une baudruche vide de plus du genre de la régionalisation aux Antilles: " large autonomie du Conseil de Gouvernement etc."

Mais si les Stirn et consort se permettent de telles fantaisies c'est aussi parce qu'ils n'ont pas encore trouver devant eux une opposition déterminée et résolue à chasser véritablement le colonialisme. Les partis et hommes de gauche des DOM et TOM jouent les oppositionnels de salon. Ils n'osent rien faire qui sorte du terrain même que le colonialisme leur offre, celui de sa propre léga-

L'opposition aux Antilles, comme dans les autres DOM et TOM, est respectueuse et ne parle au colonialisme qu'en agrémentant ses propos de formules de politesses et en siuvant la règle d'un jeu par le colonialisme luiétabli même.

On ne crée pas de grands bouleversements politiques et sociaux avec de telles méthodes. Tout au plus on aboutit de temps en temps à se faire taper sur les doigts et peut-on quelque fois recevoir quelques misérables miettes.

Directeur de Publication : M.E. ZOZOR Commission paritaire: Nº 51.728 Correspondant du journal : G. Beaujour B.P. 214 P.A.P. B.P. 386 F.D.F. Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre 6è supplément du mensuel Nº 49

FORT_DE_FRANCE

LTE ALA REPRESSIC

Ainsi, le conseil de discipline du Lycée Tcohnique qui s'est réuni le mercredi 7 mai a décidé de renvoyer Marie-Antoinette, délégué de la classe de 1ère G1A et de donner un avertissement à Bapte, autre élève de la même classe.

Rappelons les faits : le 24 avril, un professeur raciste insulte un élève (Bapte) et, volant ausecours de ce professeur, le censeur de l'établissement qui est armé en permanence décide de renvoyer Bapte, puis provisoirement toute la 1ère G1A, car celle-ci avait manifesté son indignation face à une telle décision. Puis c'est tout le Lycée qui s'était mis en grève. Devant la mobilisation, l'administration a du reculer en réintégrant la 1ère C1A. Mais, Bapte et les 2 délégués de classe dont Marie-Antoinette devaient passer en conseil de discipline. C'est dans un lycée en véritable état de siège que s'est tenu le conseil de discipline qui a décidé après un vote truqué de renvoyer Marie-Antoinette et de donner un avertissement à Bapte. Des policiers entouraient l'établissement et étaient présents même à l'intérieur.

Leur présere dans l'établissement scolai. re montre encore une fois la complicité de l'administration du Lycée et de l'état colonialiste. Et la décision prise par le conseil de discipline, sous la protection des forces armées du gouvernement n'est en faitqu'une approbation claire et nette du racisme des professeurs et des méthodes du censeur. Mais la riposte s'organise au Lycée Technique. A l'issue de leur assemblée générale qui s'est tenue le lundi 12, les lycéens sont allés en délégation chez le proviseur. Mais n'ayant pas obtenu une réponse satisfaisante, ils tiendront demain mardi une assemblée générale pour décider d'une grève et pour faire reculer définitivement l'administration.

- A BAS L'ADMINISTRATION COLONIALE !
- REINTEGRATION IMMEDIATE DE MARIE-ANTOINETTE !
- SUPPRESSION DE L'AVERTISSEMENT A BAPTE !

15 MAI : GREVE DES ENSEI_ GNANTS DU SECONDAIRE

Les professeurs du secondaire seront en grève le jeudi 15 mai à l'appel du SMES, SMEP, SGEN, SMTP-CGT, en Martinique et en Guadeloupe. Par cette grève, les enseignants du second degré entendent notamment protester contre la réforme Haby, contre le chômage qui menace des centaines de Maître-auxiliaires, particulièrement aux Antilles, et contre la politique du gouvernement qui refuse leurs titularisations (il y a 47% d'auxiliaires dans les lycées et CES Martinique).

- Contre la suppression de nombreux postes d'enseignants en Martinique (une trentaine dans les trois lycées de Fortde-France; 35 en Guadeloupe).
- Contre le système des enquêtes de police auxquelles sont encore soumises les nominations de titulaires aux Antilles-Guyane.
- Ils exigent également la réintégration en Martinique de leur collègue Nicolas, radié en application de l'ordonnance colonialiste du 15 octobre 1960 et qui ne se trouve toujours pas réintégré malgré l'abrogation de cette ordonnance.
- Contre la dégradation des conditions de travail.

GUYANE : LE GOUVERNEMENT S-EN OCCUPE! ENCORE DES PROMESSES.

Il parait que le gouvernement serait prêt à s'occuper de la Guyane. Stirn a annoncé qu'un " comité et un conseil restreints" doivent se réunir à Paris, pour étudier le problème de Guyane, fin mai.

L'inénarrable Stirn découvre aujour d'hui après des années de colonisation que " la Guyane a des réserves considérables dans tous les domaines". Et tenezvous bien, Stirn nous dit en plus que l'on va voir ce que l'on va voir ! "La Guyane va connaître une extension que l'on n'imagine pas à l'heure actuelle". Evidemment ! Au vu de ce qui a deja été fait on a du mal a imaginer que le colonialisme puisse faire autre chose qu'entretenir le chômage, le sous-développement, la répression.

S'il faut compter sur Stirn, Giscard et leurs semblables pour changer quoi que ce soit en Guyane, les guyanais risquent d'at-

tendre longtemps.

UN REPRESENTANT DE LA CHINE en voyage officiel EN FRANCE

En ce moment se déroule la visite officielle d'un représentant de l'état chinois,

Le vice-premier ministre chinois doit y rencontrer les représentants de l'état français.

Depuis que la Chine est entrée à 1'0NU, elle développe une importante activité diplomatique: rencontres, visites officielles et déclarations se succèdent. C'est ainsi que le gouvernement chinois appelait l'Europe à s'unir pour faire face aux Américains et aux Soviétiques. On le voit, il s'agit là d'une politique traditionnelle et bien dans la norme de la diplomatie des états bourgeois. Les problèmes qui préoccupent l'état chinois sont ceux de ses intérêts nationaux et non ceux du prolétariat.

Après plus de 20 ans d'isolement, la Chine a finalement été reconnue par les Etats-Unis et est entrée à 1'ONU. Elle est depuis lors en route vers une intégration de plus en plus poussée au marché mondial et au jeu politique traditionnel entre états bourgeois . Elle

n'agit pas différemment que les autres.

Cet aspect de sa politique montre bien que la Chine est bien loin d'être un pays socialiste.

Elle se défend en tant que pays sousdéveloppé contre l'emprise des grandes puissances impérialistes. Mais pour cela elle compte surtout sur les alliances diplomatiques qu'elle pourra nouer avec les uns pour se protéger des autres. Mais elle ne compte pas pour se défendre et échapper au sous-développement sur l'action du prolétariat international. Elle veut échapper aux conséquences de l'existence de l'impérialisme, mais elle ne veut pas sa destruction, elle veut se hisser à son

Alors il ne sera pas étonnant que le voyage du ministre chinois en France ne suscite pas le moindre intérêt auprès des ouvriers de France. Cels d'autant plus que l'homme politique représentant la Chine ne leur dira probablement rien non plus, nigrant a leur proposer. Il sera certainement plus à l'aise pour trinquer avec les Chirac et autres, dans les réceptions officielles.

FRANCE-ANTILLES VOUS MEPRISE!

mi photo à-ie!

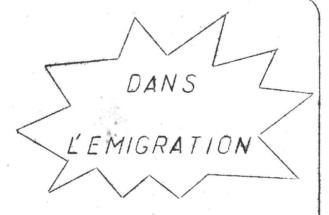
France-Antilles a pour habitude de faire ses gros titres en publiant la photographie de quelque malheureux voleur de 3º catégorie, ayant eu la malchance de se faire prendre, et toujours présenté comme l'ennemi public nº1, le dangereux individu dont la seule pensée empêchait les braves gens de dormir, et dont on est enfin débarrassé grâce à la courageuse et perspicace action de quelque service de police...

Ce qui devait arriver, arriva : le lundi 12, le journal publia une photo et un entrefilet pour rectifier une erreur commise dans un numéro précédent. Ils avaient en effet présenté comme chef d'une bande de pilleurs de chantiers une personne qui ne l'était nullement ; mais la rectification fut en diffamation intenté par le secrétaire effectuée sans la moindre excuse, comme si ce fait était parfaitement naturel.

Cette attitude est révélatrice du peu de souci de France-Antilles, pour ne pas dire son mépris, à l'égard des gens de milieu modeste. Car de toute manière, c'est toujours les petits voleurs dont la photo est exhibée. Lorsque l'argent de certains services publics est détourné par dizaines de millions, non seulement on ne voit aucune photo, mais on n'en entend même pas parler ! Que des gendarmes fassent de la contrebande, et très vite l'affaire est classée : il s'agissait d'un "malentendu"! Tous ceux qui s'emplissent les poches en spéculant ou en exploitant les travailleurs, ceux-là ne sont jamais inquiétés.

Certes, nous n'approuvons pas pour autant les actes accomplis par les petits voleurs à la tire, même s'ils font cela le plus souvent poussés par le besoin : c'est en effet là une "solution" individuelle, qui débouche sur une impasse. La seule solution véritable, pour les malheureux, consiste précisément à se débarrasser de ces voleurs à grande échelle, qui mettent le pays en coupe réglée, et qui trouvent en France-Antilles un complice : les exploiteurs de tout poil.

(Martinique) MORNE ROUGE D'INSECTICIDE EPANDAGE PAR AVICN : UN DANGER pour population et cultures



PROCES CONTRE LES TRAVAILLEURS REUNIONNAIS

Les 2 et 3 mai s'est tenu le procès des D.O.M. et T.O.M., Vié, directeur du BUMIDOM contre le journal de l'Union des travailleurs réunionnais en France.

Ce journal, "Combat Réunionnais", avait en effet accusé le BUMIDOM de faire "commerce de chair humaine au profit de quelques capitalistes". Il rendait aussi le BUMIDOM responsable du suicide d'une jeune Réunionnaise de 18 ans qui se trouvait sans logement à Paris.

De nombreux travailleurs sont venus témoigner de la situation de leurs camarades en France. Ils firent part des désillusions qui suivaient leur arrivée en France, après les belles promesses du BUMIDOM. Les uns n'ont pu suivre comme prévu les cours d'infirmières qu'on leur avait fait miroiter, les autres après un passage dans les grandes entreprises d'automobile sont restés sans travail et sans possibilité de retour dans leur pays.

Des militants de la CGT, de la CFDT et du PCF sont venus témoigner eux aussi de la situation faite aux travailleurs réunionnais en France.

Quelle que soit l'issue de ce procès, il aura eu le mérite de mettre en lumière les problèmes des travailleurs émigrés. Car cette situation n'est pas seulement faite aux travailleurs réunionnais, mais à tous les travailleurs émigrés en France. Jugement le 30 mai.

Solidarité avec Combat Réunionnais!

Il y a une semaine, un avion chargé de répandre des insecticides dans la région du Morne-Rouge recevait une décharge de chevrotines. Le pilote de l'appareil en a été quitte pour la peur. Pourquoi a-t-on tiré sur l'avion ? Il semble que ce n'est ni plus ni moins qu'une réponse aux dégâts causés par les insecticides sur les cultures, sur les animaux et sur les hommes.

En répandant de manière aussi anarchique des produits toxiques, on ne traite pas seulement les champs de banane, on asperge aussi le verger et les légumes du planteur, ce qui occasionne des dommages sérieux ou même la perte de la récolte.

BATIMENT (MARTINIQUE) UN PETIT CHEF A MOUCHER A LA SMET (Pte des Carrières)

Sur le chantier de la SMET à Pointe des Carrières, règne un petit chef hargneux et pète-sec. C'est ainsi que ce monsieur prétend interdire la diffusion et la vente de notre presse sur le chantier. La hargne de ce monsieur n'a qu'une cause : il sait que CO dénonce les méfaits des exploiteurs capitalistes qu'il essaie de protéger, et il a bien trop peur que l'on raconte ce qui se passe aussi sur le chantier de la Pointe des Carrières. Là, au mépris de toutes les règles d'hygiène, se trouvent côte-à côte la bétonneuse, la cantine, les vestiaires et les sanitaires. Alors, quoi d'étonnant quand on tolère cela qu'on tente d'empêcher CO de se diffuser.

NEUF MILLIONS DE CHÔMEURS AUX USA

Les dernières statistiques, aux Etats-Unis montrent que le chômage augmente dans ce pays. Il atteint maintenant le chiffre de 9 millions, soit 8,9% de la population

Ces chiffres sont peut-être inférieurs à la réalité. C'est ainsi que ne sont pas comptés 1 million d'entre eux considérés comme "chômeurs découragés", ne cherchant plus d'emplois.

Quoi qu'il en soit ces chiffres montrent que le système capitaliste est de plus en plus malade. Il est incapable de se survivre sans entraîner pour les travailleurs, même dans le pays le plus riche du monde, la crise, le chômage et la misère pour des millions de travailleurs.